

Principaux indicateurs mensuels Acos-Urssaf à fin juin 2016

► En juin 2016, le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois (hors intérim) est stable (+ 0,0 %), après une hausse de 3,6 % en mai (+ 3,6 %) et une diminution de 4,4 % en avril. Les déclarations d'embauche de plus d'un mois sont ainsi en baisse sur trois mois (- 1,0 %) mais demeurent en nette progression sur un an (+ 5,5 %).

La stabilité des déclarations d'embauche de plus d'un mois résulte de la combinaison d'une baisse des déclarations d'embauche en CDI (- 1,3 %) et d'une hausse de celles en CDD (+ 1,0 %). Les évolutions respectives sur un an sont de + 7,1 % et + 4,3 %.

Dans l'industrie, les déclarations d'embauche de plus d'un mois sont en hausse de 3,2 % et de 2,2 % sur un an.

Les taux d'impayés en fin de mois et à échéance + 30 jours s'améliorent sur trois mois (- 0,41 pt et - 0,18 pt) ; celui à + 90 jours augmente légèrement (+ 0,05 pt). Sur un an, les taux d'impayés sont comparables, voire inférieurs, à aux niveaux enregistrés un an plus tôt. Les demandes de délais sont en hausse sur trois mois (+ 2,4 %) après la nette diminution connue en début d'année. Sur un an, elles baissent de 3,3 %.

A propos de l'Acos

L'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos) est la caisse nationale du réseau des Urssaf. L'Acos pilote et anime le réseau des Urssaf, assure la gestion commune de la trésorerie des différentes branches du régime général et produit régulièrement des statistiques et études sur les mouvements conjoncturels liés à l'emploi et à la masse salariale.

Dans le cadre du financement du régime général, le réseau des Urssaf doit conjuguer en permanence l'atteinte d'un haut niveau de recouvrement et l'accompagnement des entreprises qui rencontrent des difficultés financières. Sa stratégie est fondée sur le développement de la qualité de la relation et du service au bénéfice de 9,6 millions d'usagers* et de plus de 600 partenaires pour lesquels il recouvre des contributions. Il assure l'équité de traitement de l'ensemble des cotisants en particulier par sa participation à la lutte contre la fraude et l'évasion sociale.

En 2015, l'Acos a encaissé 488,8 milliards d'euros.

* dont :

- 2,2 millions d'entreprises, administrations et collectivités territoriales
- 3,3 millions de travailleurs indépendants
- 3,6 millions de particuliers employeurs
- 0,5 million de praticiens et auxiliaires médicaux

Compte tenu de l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) et de sa montée en charge progressive dans les prochains mois, la production des séries mensuelles des effectifs est revue. A ce stade, la diffusion de la série des effectifs intérimaires est temporairement suspendue et la série des effectifs totaux est présentée sur le champ du secteur privé hors intérim. De plus, durant cette phase transitoire, à compter de juin 2016, la série des effectifs salariés des entreprises mensualisées ne sera publiée que tous les trois mois (août, novembre, février, mai).

De même, la montée en charge de la DSN ayant pour effet d'élargir le champ des entreprises mensualisées, les séries des taux d'impayés et des demandes de délais, auparavant limitées à ces seules entreprises, sont désormais présentées sur l'ensemble du champ des entreprises cotisant au régime général. En outre, la montée en charge de la DSN peut renforcer les fluctuations de très court terme de ces séries.

Note au lecteur

Cette publication présente des indicateurs construits à partir des données issues de la gestion des cotisants par les Urssaf. Ces données sont collectées dans le cadre des formalités administratives (DPAE, BRC, DSN) et de paiements auxquelles sont soumises les entreprises du secteur privé.

Les thèmes de l'emploi et la masse salariale, d'une part, et des déclarations d'embauche, d'autre part, font chacun l'objet de communications trimestrielles dans la publication *Acos Stat*. Les données y sont analysées par secteur d'activité et par zone géographique. En outre, des résultats régionaux sont diffusés par les Urssaf. L'ensemble de ces publications est consultable en ligne sur www.acoss.fr dans la rubrique Observatoire économique.

Le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois de l'ensemble des secteurs hors intérim ⁽¹⁾ est stable en juin 2016, après une hausse de 3,6 % en mai et une baisse de 4,4 % en avril. L'évolution sur trois mois est ainsi de -1,0 %. Sur un an, la hausse reste soutenue : +5,5 %.

a - Nombre de **déclarations d'embauche (DPAE)** de plus d'un mois hors intérim (CDI et CDD de plus d'un mois)

Données CVS-CJO ⁽¹⁾ en juin 2016	Evolution sur 1 mois	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Nombre de DPAE de plus d'un mois	+ 0,0%	- 1,0%	+ 5,5%
Moyenne mobile sur 3 périodes			

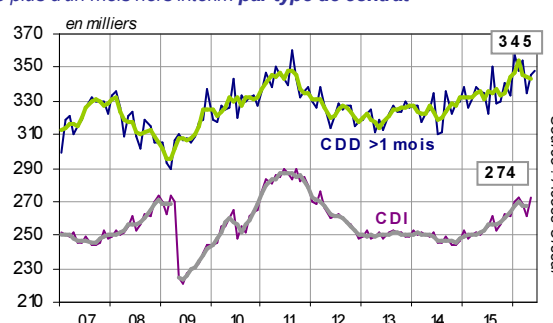
(1) Les données sont provisoires, notamment pour les trois derniers mois. Les évolutions récentes doivent donc être interprétées avec précaution. La série est corrigée des variations saisonnières, des jours ouvrables et de l'effet « année bissextile ».



Le nombre de déclarations d'embauche en CDI diminue de 1,3 % en juin 2016, mais reste en nette progression sur un an : +7,1 %.

a bis - Nombre de **déclarations d'embauche (DPAE)** de plus d'un mois hors intérim par type de contrat

Données CVS-CJO ⁽¹⁾ en juin 2016	Evolution sur 1 mois	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Nombre de DPAE en CDI	- 1,3%	- 0,1%	+ 7,1%
Moyenne mobile sur 3 périodes			
Nombre de DPAE en CDD de plus d'un mois	+ 1,0%	- 1,7%	+ 4,3%
Moyenne mobile sur 3 périodes			

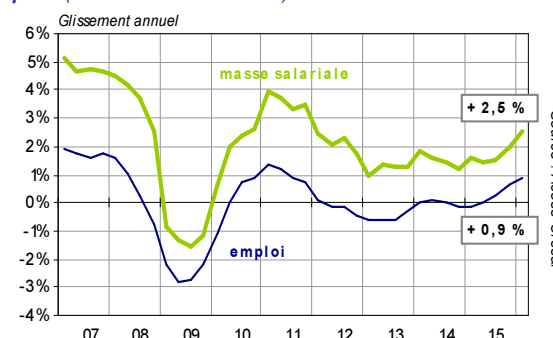


Le nombre de déclarations d'embauche en CDD de plus d'un mois progresse quant à lui de 1,0 % sur un mois et de 4,3 % sur un an.

Sur l'ensemble du secteur privé ⁽²⁾, au premier trimestre 2016, les effectifs salariés étaient en hausse de 0,4 % sur le trimestre et de 0,9 % sur un an.

d - Masse salariale et effectifs salariés du secteur privé (situation à fin mars 2016)

Données CVS 2ème trimestre 2016	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Effectifs salariés fin de trimestre	+ 0,4%	+ 0,9%
Masse salariale trimestrielle	+ 1,4%	+ 2,5%
Salaires moyen par tête	+ 1,1%	+ 1,8%



Le salaire moyen par tête augmentait quant à lui de 1,1 % sur le trimestre et de 1,8 % sur un an.

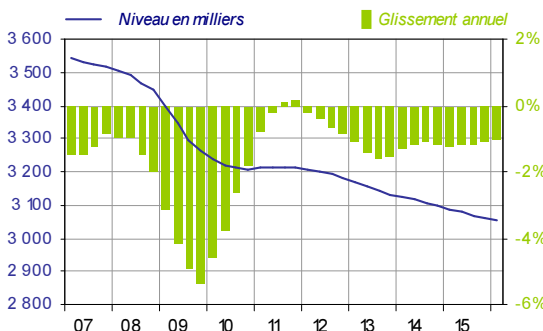
La masse salariale progressait ainsi de 1,4 % au premier trimestre 2016 et de 2,5 % sur un an.

(2) Données publiées le 10 mars 2016 (Acosse Stat n°229).

Zoom sur l'industrie

Dans l'industrie, les effectifs salariés ⁽²⁾ reculaient de 0,2 % au premier trimestre 2016, portant leur évolution annuelle à -1,1 %.

e bis - **Effectifs salariés en fin de trimestre dans l'industrie**



Données CVS 2ème trimestre 2016	Evolution sur un trimestre	Evolution sur un an
Effectifs salariés fin de trimestre	- 0,2%	- 1,1%

Les déclarations d'embauche de plus d'un mois dans l'industrie ⁽¹⁾ sont en hausse de 3,2 % en juin après une baisse de 1,3 % en mai. L'évolution sur trois mois est de -1,1 %, cette sur un an de +2,2 %.

f - **Déclarations d'embauche de plus d'un mois dans l'industrie**



Données CVS-CJO ⁽¹⁾ en juin 2016	sur 1 mois	sur 3 mois	sur un an
Évolution des DPAE de plus d'un mois	+ 3,2%	- 1,1%	+ 2,2%

Les taux d'impayés ^{(3), (4)} à échéance fin de mois et + 30 jours, plus fortement soumis à des fluctuations de court terme, s'améliorent sur 3 mois (- 0,41 pt et -0,18 pt). Le taux à + 90 jours augmente quant à lui très légèrement sur 3 mois (+0,05 pt). Les taux d'impayés sont en juin 2016 globalement comparables, voire inférieurs, aux niveaux enregistrés un an plus tôt.

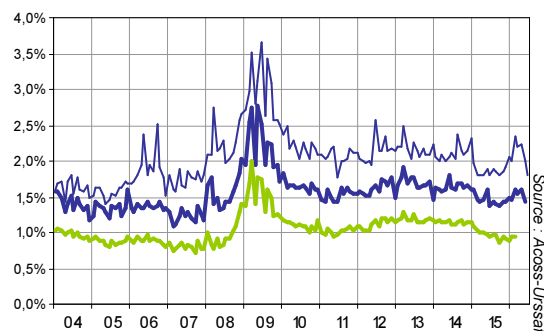
g - Taux d'impayés* de l'ensemble des entreprises

Données CVS à fin juin 2016	Dernier taux constaté ⁽⁵⁾	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Taux d'impayés fin de mois	1,79 % (juin 2016)	- 0,41 pt	- 0,02 pt
Taux d'impayés à échéance + 30 jours	1,42 % (mai 2016)	- 0,18 pt	- 0,17 pt
Taux d'impayés à échéance + 90 jours	0,94 % (mars 2016)	+ 0,05 pt	- 0,07 pt

(3) Le taux d'impayés, ou taux de restes à recouvrer (RAR), mesure la part des cotisations déclarées dans le mois restant impayée. Il est observé en fin de mois, 30 jours et 90 jours après l'échéance de paiement.

(4) Compte tenu de la montée en charge de la DSN, les séries sont désormais présentées sur le champ de l'ensemble des entreprises cotisant au régime général, alors qu'elles portaient jusqu'au baromètre n°64 sur les seules entreprises mensualisées. Les niveaux des taux d'impayés sont donc plus élevés que ceux affichés auparavant.

(5) Le mois indiqué entre parenthèses correspond au mois de déclaration.



Les demandes de délais ^{(6), (7)} augmentent de 2,4 % sur trois mois en juin 2016 mais restent en recul sur un an (- 3,3 %).

Le montant total des délais ⁽⁷⁾ accordés aux entreprises est d'environ 108 millions d'euros en juin. Sur un an, ce montant enregistre une nette baisse de 13,1 %.

h - Demandes de délais ⁽⁶⁾ de l'ensemble des entreprises



Données CVS-CJO à fin juin 2016	Niveau	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Nombre de demandes de délais	19 166	+ 2,4 %	- 3,3 %
Moyenne mobile sur 3 périodes			

(6) Il s'agit de flux mensuels des demandes enregistrées au cours du mois, indépendamment des périodes de référence. Hors demandes irrecevables (dossier incomplet ...), le taux de délais accordés est de l'ordre de 80 %.

i - Montant total des délais accordés



Données CVS à fin juin 2016	Niveau	Evolution sur 3 mois	Evolution sur un an
Montant total des délais accordés	108 M€	+ 1,3%	- 13,1%

(7) Compte tenu de la montée en charge de la DSN, les séries sont désormais présentées sur le champ de l'ensemble des entreprises cotisant au régime général, alors qu'elles portaient jusqu'au baromètre n°64 sur les seules entreprises mensualisées.

Le nombre de procédures collectives ^{(8), (9)} de l'ensemble du secteur privé est globalement en hausse au deuxième trimestre 2016 après avoir enregistré une nette diminution au trimestre précédent.

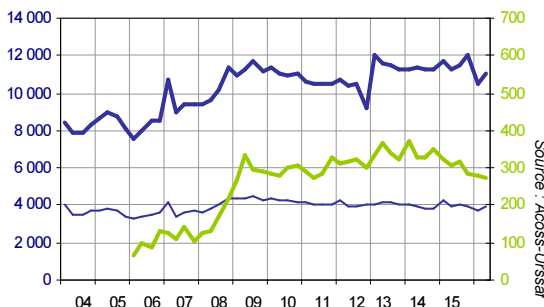
Sur trois mois, les redressements et les liquidations judiciaires augmentent respectivement de 5,6 % et 4,2 % sur le trimestre (après - 5,5 % et - 12,0 % au trimestre précédent). Les procédures de sauvegarde restent quant à elles en baisse (- 1,8 % après - 1,4 %).

j - Nombre de redressements judiciaires, de liquidations judiciaires et de procédures de sauvegarde

Données CVS 2ème trimestre 2016	Niveau	Evolution trimestrielle	Evolution annuelle
Redressements judiciaires (échelle gauche)	3 979	+ 5,6%	+ 2,2%
Liquidations judiciaires (échelle gauche)	10 993	+ 4,2%	- 2,4%
Sauvegardes (échelle droite)	274	- 1,8%	- 11,0%

(8) L'Urssaf n'est à l'origine de ces procédures que dans moins d'un cas sur trois.

(9) Le nombre élevé de liquidations judiciaires au premier trimestre 2013 résulte de l'intégration tardive de redressements intervenus fin 2012.



Pour approfondir...

Embauches
Emploi et masse salariale

Les déclarations d'embauche au premier trimestre 2016 : Acoss Stat n° 234 (juillet 2016)
L'emploi et la masse salariale au premier trimestre 2016 : Acoss Stat n° 232 (juin 2016)

A paraître

26 août 2016

Le Baromètre économique à fin juillet 2016

Le champ du secteur concurrentiel

Le champ couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande. Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente notamment dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Le champ couvre la France entière hors Mayotte, sauf pour les indicateurs d'impayés (hors DOM).

Les déclarations d'embauche

Les formalités obligatoires liées à l'embauche doivent être effectuées sur la déclaration préalable à l'embauche (DPAE), remplie par l'employeur et adressée à l'Urssaf dont il relève, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail.

En 2015, 72 % des DPAE l'ont été par Internet, 4 % sur support papier, et 24 % par d'autres procédures dématérialisées. Les valeurs manquantes portant sur les types de contrats (3 %) et les durées de CDD (3 %) sont estimées à partir des distributions de DPAE par secteur d'activité (NACE732) de l'établissement.

En outre, des estimations des déclarations retardataires sont également faites (environ 15 % pour le dernier mois et 1 % pour le mois précédent). **Les résultats présentés ici sont donc provisoires, notamment pour les trois derniers mois.**

Les indicateurs présentés concernent les embauches en CDI ou en CDD d'une durée strictement supérieure à 31 jours. Ils sont corrigés des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO). Les coefficients saisonniers sont estimés sur les années 2000 à 2015.

Les séries mensuelles des DPAE produites au niveau national sont labellisées par l'Autorité de la statistique publique (avis n° 2013-05 - JORF du 28/12/2013).

Les bordereaux de cotisation

Les Bordereaux Récapitulatifs de Cotisations (BRC) sont remplis par les établissements employeurs du régime général exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) qui déclarent aux Urssaf leurs cotisations sociales, les différentes assiettes salariales (plafonnée, déplafonnée, CSG) donnant lieu à cotisations ou à allègements, ainsi que leurs effectifs salariés. Cette déclaration est mensuelle si l'effectif de l'entreprise est au moins égal à 10 salariés et en principe trimestrielle en deçà de ce seuil (sauf demande de mensualisation par l'entreprise, ou recours aux dispositifs simplifiés TESE ou CEA).

Depuis mars 2015, les Déclarations Sociales Nominatives (DSN) se substituent progressivement aux BRC. Au troisième trimestre 2015, un peu moins d'un quart des salariés du régime général a été déclaré par le biais d'une DSN. A ce stade de la montée en charge, les effectifs y sont déclarés pour chaque établissement suivant la même définition que dans les BRC. Les DSN sont mensuelles.

La base Séquoia centralise depuis janvier 1997 ces déclarations et comporte environ 650 000 comptes mensuels et 1 300 000 comptes trimestriels actifs (plus du double en comptabilisant les comptes actifs au moins une fois depuis 1997). Elle est alimentée par des extractions mensuelles. L'extraction qui a lieu deux mois après la fin d'un trimestre comprend la quasi-totalité des déclarations (99,9 % de l'emploi). Les bordereaux arrivant postérieurement à ces 2 mois sont estimés dans un premier temps par l'Acoss à partir des informations des périodes précédentes, puis cette estimation est affinée ultérieurement. **Les données présentées ici sont donc provisoires pour le dernier mois et comprennent de légères révisions sur l'historique**, essentiellement sur le mois précédent. Les données sont également désaisonnalisées pour corriger notamment l'impact des versements de primes et les fluctuations saisonnières des effectifs. Ces désaisonnalisations peuvent également conduire à des révisions des périodes antérieures. Les coefficients saisonniers trimestriels sont revus une fois par an. La dernière révision a été réalisée dans le cadre de la publication portant sur les résultats du quatrième trimestre.

Les effectifs salariés et la masse salariale

L'assiette salariale totale ou assiette déplafonnée désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature. Elle se distingue de l'assiette « Contribution Sociale Généralisée (CSG) » sur les revenus d'activité, qui comprend également les sommes allouées au titre de l'intéressement et de la participation. Les indemnités de chômage partiel constituent quant à elles des revenus de remplacement uniquement soumis à la CSG et la CRDS ; elles sont donc comprises dans l'assiette CSG sur les revenus de remplacement.

L'effectif salarié est un effectif en fin de mois ; chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif réel en fin de mois diffère d'autres notions d'emploi calculées en ETP, ou qui excluent certaines catégories de salariés dont les emplois aidés. **Cet effectif donne lieu à de nombreuses vérifications par les Urssaf et l'Acoss.**

Les données d'effectifs salariés de la branche du recouvrement sont communiquées à l'Insee et, sur le champ de l'assurance chômage, à l'Unedic et Pôle emploi, pour l'élaboration de leurs statistiques propres.

Les séries trimestrielles de l'emploi salarié et de la masse salariale produites au niveau national sont labellisées par l'Autorité de la statistique publique (avis n° 2011-02 - JORF du 22/11/2011 et avis n° 2013-05 - JORF du 28/12/2013).

Les taux d'impayés

Les taux d'impayés présentés ici sont calculés sur le champ de la Métropole comme le rapport entre les cotisations restant à recouvrer (somme des cotisations dues par les entreprises – sommes des cotisations effectivement recouvrées par les Urssaf) et le montant des cotisations dues.

Le taux d'impayés « fin de mois » est calculé comme le rapport entre le montant des cotisations restant à recouvrer exigibles au mois M, vue à la fin du mois M et le montant des cotisations dues exigibles au mois M, vues également à la fin du mois M. Cet indicateur, disponible très tôt, permet d'obtenir une information précoce sur le recouvrement. Néanmoins, un reliquat d'anomalies dans les déclarations subsiste en fin de mois, ce qui conduit à de légères fluctuations additionnelles.

Les taux d'impayés « à échéance + 30 jours » et « 90 jours » sont calculés de manière analogue, mais avec des reculs respectifs de 30 et 90 jours après l'échéance. Leurs séries sont donc plus lisses.

Les délais de paiement

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations. La réglementation détermine si ces demandes sont recevables, et dans l'affirmative, conduit l'Urssaf, en fonction de la situation de l'entreprise, à décider de l'accord du délai.

Les demandes et les accords de délais font l'objet d'un suivi dans le système d'information de la branche du recouvrement.

Les procédures collectives

Les procédures collectives sont dénombrées par trimestre et par entreprise. L'Urssaf n'est à l'origine de ces procédures que dans moins d'un cas sur trois.

Les indicateurs présentés

L'évolution sur 3 mois désigne pour les séries mensuelles le rapport M / M-3 et pour les séries trimestrielles le rapport T / T-1. L'évolution sur un an désigne pour les séries mensuelles le rapport M / M-12 et pour les séries trimestrielles le rapport T / T-4.